

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES

Le Pommarin BP 17
38430 Moirans

Références : 2026-Is045TS1
Code AIOT : 0006103010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES implanté Le Pommarin CS 170 38430 Moirans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des suites des précédentes visites d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES
- Le Pommarin CS 170 38430 Moirans
- Code AIOT : 0006103010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Non

La société Hutchinson exploite depuis plus de 40 ans une usine de fabrication de profilés caoutchouc et thermoplastiques sur la commune de Moirans. Par arrêté préfectoral n°2008-11437 du 15 décembre 2008, modifié par l'arrêté préfectoral n°DDPPENV-2016-02-08 du 18 février 2016, elle est autorisée au titre de la réglementation ICPE pour les rubriques suivantes, en tenant compte de l'évolution de la nomenclature des installations classées ainsi que des activités du site :

- 1450-1 : solides inflammables - régime de l'autorisation.
- 2562-1 : chauffage et traitement par bains de sels fondus - régime de l'autorisation.
- 2661-1.a : transformation de polymères - régime de l'enregistrement.
- 1978-8 : solvants organiques - régime de la déclaration.
- 2662-2 : stockage de polymère - régime de la déclaration.
- 2663-2.b : stockage de produits composés de polymères - régime de la déclaration.
- 2910-A.2 - Installation de combustion - régime de la déclaration avec contrôle périodique.
- 4440-2 : solide comburant - régime de la déclaration.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
2	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 22/02/2016, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plainte pour odeurs	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article point 3.1.1 des prescriptions annexées	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockages	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
6	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	Entretien des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17-I	/	Demande d'action corrective	1 mois et 6 mois
8	Dilution des effluents	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 4.4.3 des prescriptions annexées	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 22/02/2016, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a engagé les démarches nécessaires pour lever les non-conformités identifiées lors des précédentes visites d'inspection. Néanmoins, il reste un travail conséquent pour résoudre l'intégralité des non-conformités. L'exploitant doit engager une démarche proactive et une veille réglementaire afin de rester informé sur la réglementation applicable au site. Au-delà des arrêtés préfectoraux applicables, l'exploitant doit s'approprier également les arrêtés ministériels applicables à l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2016, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée :

Rubrique (nomenclature)	Désignation des installations	Volume des activités	Régime
2562 - 1	Chauffage et traitement par bains de sels fondus, le volume des bains étant supérieur à 500 litres	1 bain de 5325 l	A
2661-1b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères). Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure 20 t/j.	Capacité: 40 tonnes / j	E
2662-3	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères) ; le volume susceptible d'être stocké étant : > 100 m ³ mais < 1000 m ³ .	Stockage matières premières : 490 m ³	D
2663-2c	Stockage de produits dont au moins 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant > 1000 m ³ mais < 10 000 m ³ .	Stockage produits finis et semi-finis : 1400 m ³	D
4440-2	Solide comburant de catégorie 1,2 ou 3. La quantité totale étant susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure à 2t mais inférieure à 50t.	Total : 12 t Sel à base de nitrite	D
2910-A 2	Installations de combustion : Lorsque l'installation consomme exclusivement du gaz naturel, du fuel domestique, si la puissance thermique maxi est > 2 MW mais < 20 MW	Total des unités de combustion : 3,4 MW	DC
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gazole et fioul domestique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2) pour les autres stockages : c) supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 500 tonnes	FOD : 56 tonnes (ou 70 m3)	DC

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection de 2025, l'exploitant a transmis via son document de réponse à l'inspection de 2024, une modélisation des effets thermiques du produit avec le logiciel Flumilog. Les résultats des modélisations conduisent à des effets thermiques limités (< 5 mètres) et l'effet d'un incendie du stockage vis-à-vis du container Luperox est faible. Lors de la précédente visite d'inspection de 2025, des cartons et des palettes entreposés à quelques centimètres d'une paroi du container Luperox ont été constatés, de plus une palette de Luperox quasiment pleine est disposé à proximité d'un appareil à l'extérieur du container. Un justificatif et une proposition de mesures de prévention et de maîtrise du risque d'incendie pour le stockage du Luperox ont été demandés.

L'exploitant a transmis le 5/12/25 un dossier de réponse aux non-conformités de la précédente visite d'inspection du 16/04/25. Celui-ci indique les mesures de prévention et de maîtrise du risque d'incendie pour le stockage du Luperox. L'exploitant met en avant la protection incendie à proximité de la zone de stockage du produit, à savoir deux Robinets d'Incendie Armés (RIA) et de multiples extincteurs. Un plan d'implantation des extincteurs et RIA a été transmis. L'exploitant indique également que le stockage en dehors du conteneur a été revu à la baisse dans la limite maximum de deux cartons par poste de 8 h lors de production utilisant du Luperox. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la limite de stockage est de six cartons de Luperox pour couvrir les besoins de production sur 24 h. Un marquage au sol rouge contre le conteneur de Luperox indiquant une interdiction de stockage d'objet a été constaté lors de la visite. L'exploitant a également réalisé un marquage au sol et contre les parois pour identifier facilement les extincteurs et RIA.

À l'issue de la précédente visite d'inspection, l'observation suivante a été formulée par l'inspection des installations classées :

« Observation n°1 :

Au vu des échanges avec l'exploitant et de l'évolution de la situation administrative de l'établissement, l'exploitant doit transmettre un tableau de situation administrative à jour. Il intégrera à sa réponse les valeurs limites d'eau de ville et de nappe qui auront été préalablement déterminées suivant le fonctionnement actuel de l'établissement et en s'inscrivant dans une démarche de sobriété hydrique »

Dans le dossier de réponse transmis le 5/12/2025, le tableau des activités proposé par l'exploitant contient plusieurs incohérences entre la désignation des installations, le volume des activités, le numéro de rubrique et le régime. De plus, aucune proposition de valeurs limites de consommation d'eau n'a été faite dans le dossier de réponse. Ce dernier point fait l'objet désormais d'une non-conformité (Cf. point de contrôle N° 6 : Consommation en eau).

Observation n°1

L'exploitant doit transmettre dans les plus brefs délais un tableau de classement qui aura été révisé dans son intégralité (intitulé, seuil de classement et rubrique).

Un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé à Mme la préfète pour régulariser la situation administrative et encadrer l'activité liée au stockage de solides inflammables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2016, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Demande de modification des prescriptions applicables

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Le tableau relatif aux valeurs limites et à la surveillance des émissions dans l'air de l'annexe 3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2008-11-437 du 15 décembre 2008 est remplacé par le tableau suivant :

Installation Rejet	Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec		Périodicité des mesures
		Concentration en mg/Nm3 à 3 % d'O2 sur un échantillon voisin d'une demi-heure	Flux annuel moyen en kg/h	
Installation de combustion au FOD	SO2	170 mg/Nm3	0,01	1 fois tous les 3 ans
	NOx	150 mg/Nm3	0,05	
	Poussières	50 mg/Nm3	0,001	
Brûleurs gaz (total des	SO2	35 mg/Nm3	0,19	
	NOx	100 mg/Nm3	0,45	

équipements chauffage)	Poussières	5 mg/Nm3	0,028	
Brûleurs gaz ligne bain de sel	SO2	35 mg/Nm3	0,02	
	NOx	80 mg/Nm3	0,09	
	Poussières	5 mg/Nm3	0,003	
Ateliers Fours de vulcanisation	COV	/	1,8	1 fois par an
	COV étiquetés H350, H340, H360	/	0,01	
Laveur gaz	NOx	10 mg/Nm3	0,03	
	COV	/	0,352	
	COV étiquetés H350, H340, H360	/	0,01	

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection, il a été constaté dans le rapport de l'APAVE du 3/09/2024 des dépassements sur le paramètre NOx et des pics importants de CO.

L'exploitant a transmis avant l'inspection un rapport rédigé par la société APAVE du 29/08/2025 concernant les mesures des rejets atmosphériques du brûleur de bain de sel sur le site de Moirans. Celui-ci conclut sur le non-respect de la valeur-limite d'émission (VLE) pour le paramètre NOx sur le brûleur de bain de sel et met en évidence des pics importants de CO. Cette conclusion est identique au rapport précédent datant du 3/09/2024.

L'exploitant indique avoir pris contact avec le fabricant de l'équipement de production ainsi que le mainteneur pour investiguer sur ce problème. L'exploitant indique vouloir faire une décontamination du four en février 2026 et refaire un contrôle par la suite.

Non-conformité n°1

Des dépassements de valeurs-limites d'émission sont constatés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser d'ici **3 mois**, après la décontamination du four, une nouvelle analyse des rejets atmosphériques du brûleur ayant fait l'objet d'un dépassement en NOx. Le rapport sera

tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Si des dépassements sont de nouveau constatés, l'exploitant en informera l'inspection des installations classées en indiquant toutes les démarches effectuées pour trouver les causes probables du dépassement et les moyens mis en œuvre pour de nouveau respecter les VLE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plainte pour odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article point 3.1.1 des prescriptions annexées
Thème(s) : Risques chroniques, Recherche des causes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Pour rappel, la société fait l'objet de plusieurs signalements pour odeur. La première en 2016 et une deuxième en 2023. L'exploitant a fait réaliser deux études par la société OLENTICA. Le dernier rapport de 2024 montre une amélioration du débit d'odeur entre le premier rapport d'OLENTICA de 2018 et celui de 2024. Toutefois, le rapport met en évidence pour les lignes 1, 7 et 8, un nombre important de cétones, d'aldéhydes et de composés soufrés (odorants). Pour l'atelier VEGA, un nombre élevé d'alcanes, de cétones et d'alcools (10, 5 et 5) a été identifié. Le rapport ne conclut pas sur le sujet et l'exploitant n'a également pas conclu sur le rapport. Il n'a proposé aucune mesure préventive et corrective permettant de limiter les nuisances. Il avait été demandé à l'exploitant de conclure sur le rapport d'OLENTICA et de proposer des axes d'améliorations possibles. Le jour de la visite, l'exploitant indique qu'une étude sur l'allongement de la cheminée de la ligne 13 est lancée auprès de prestataires pour rehausser celle-ci. En effet, celle-ci est coudée en direction des habitations et du lycée. Ce point a été constaté lors de la visite. L'exploitant indique que les travaux sont prévus pour avril 2026. Lors de la visite, à l'est du site proche des habitations et du lycée, une odeur significative de plastique a été ressentie. L'odeur a été perçue non pas dans l'axe de la sortie de cheminée, mais perpendiculaire à celle-ci.

Non-conformité n°2
Une odeur de plastique est toujours perceptible proche des habitations et du lycée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre d'ici 3 mois , une analyse détaillée des solutions existantes pour réduire les odeurs sur un site industriel et proposer une mesure à mettre en œuvre sur son site d'ici le 31/12/2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : 5.3.1. Toutes précautions sont prises pour que : <ul style="list-style-type: none"> • les dépôts soient tenus en état constant de propreté ; • les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envois) ; • Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). À cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées ; • les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles. 5.3.2 Stockage en emballages Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître lesdits déchets.
Constats : Pour rappel, l'exploitant stocke des déchets dangereux (en Grand Récipient Vrac (GRV) et en fût de 200 litres) à l'extérieur sur une zone non couverte des eaux météoriques et à proximité de grandes cuves inutilisées. La configuration de la zone de déchets dangereux ne permet pas contenir les liquides en cas de fuite. Une non-conformité avait été formulée sur ce point. L'exploitant propose dans son rapport de réponse aux non-conformités du 5/12/25, une solution pour recueillir les eaux météoriques de la zone de rétention des déchets dangereux et de la zone de dépotage d'huile des poids lourds afin de les canaliser vers le milieu naturel après passage via un séparateur d'hydrocarbure. L'inspection des installations classées précise qu'un séparateur d'hydrocarbure n'a pas vocation à dépolluer les eaux potentiellement polluées par les déchets dangereux ou lors d'un dépotage de produits chimiques. À ce titre, l'inspection des installations classées avertit l'exploitant de prêter une attention particulière à la bonne lecture des

prescriptions applicables au site, qu'il s'agisse des arrêtés préfectoraux ou arrêtés ministériels en vigueur et des demandes de l'inspection des installations classées.

L'exploitant indique dans son rapport avoir mis en place un "audit régulier par la maîtrise opérationnelle de la zone de rétention afin de vérifier que les déchets sont étiquetés et identifiés et que le conditionnement soit adapté."

Non conformité n°3

Les déchets et résidus ne sont pas stockés dans des conditions permettant la prévention des pollutions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer d'ici **3 mois** d'une rétention fermée et étanche de la zone de stockage des déchets. Il mettra en place un dispositif afin de protéger des eaux météoriques les déchets dans le but de prévenir leur lessivage. Les eaux pluviales issues des zones de stockages non couvertes sont récupérées et traitées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir formé 100 % du personnel à la manipulation des extincteurs et à la coupure d'énergie. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si le personnel était formé à la manipulation des robinets d'incendie armés (RIA). Aucun référent n'est désigné pour la manipulation des RIA.

Lors de la visite d'inspection du 3/02/2026, l'exploitant a présenté une fiche interne à l'établissement qui mentionne les personnes formées au moyen de lutte contre l'incendie. Cette fiche s'intitule "Équipier de 2e intervention incendie" et date du 28/10/24. Cette fiche n'indique pas de date de recyclage prévue. L'exploitant indique que les personnes sont également formées à l'utilisation des RIA.

L'exploitant a présenté une deuxième fiche de formation du prestataire, GEDAF, qui intervient pour la formation du personnel sur les moyens de lutte contre l'incendie. Celle-ci s'intitule "Équipier de première intervention et consigne d'évacuation" et détaille le contenu de la formation. La fiche prévoit qu'en théorie le personnel soit formé, notamment à l'utilisation des RIA, mais pas en pratique.

Il y a en évidence une incohérence entre les intitulés et le contenu des fiches présentées et la

pratique. L'exploitant confirme cette incohérence.

Non conformité n°4

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la formation de son personnel à l'utilisation des RIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en cohérence d'ici **1 mois** les fiches de programme de formation et d'attestation de formation. L'exploitant doit s'assurer que le personnel soit également formé à l'utilisation des RIA et doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les attestations de formation du personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Le refroidissement des profilés pourra toutefois être réalisé en circuit ouvert dans l'attente des conclusions de l'étude technico-économique définie à l'article 4.3 ci-dessous.

Constats :

À l'issue de la précédente visite d'inspection, l'observation suivante a été formulée par l'inspection des installations classées :

"Observation n°2 : L'exploitant doit proposer d'ici 3 mois des valeurs limites de consommation d'eau de ville et de nappe applicables que l'établissement peut respecter en fonction de son activité actuelle et future et en intégrant une démarche de sobriété hydrique.

Ces valeurs doivent être au plus proche de la réalité de fonctionnement actuel et futur de l'établissement. Pour résumer, les valeurs limites de consommations suivantes sont à transmettre :

- eau de ville : débit maximal instantané (m^3/h), volume maximal journalier (m^3/j) et volume maximal annuel (m^3/an),
- eau de nappe : débit maximal instantané (m^3/h), volume maximal journalier ($m^3/jour$) et volume maximal annuel (m^3/an),
- Masse d'eau de prélèvement,
- Coordonnées géographiques des points de prélèvement dans le milieu naturel."

L'exploitant n'a répondu que partiellement à cette demande, en effet le débit max instantané n'a pas été transmis. Ce constat passe désormais en non conformité.

Lors de la visite, l'exploitant indique que l'atelier de production lié à la rubrique 2642 est toujours en circuit ouvert. Il indique également vouloir passer l'atelier en circuit fermé avant de raccorder les eaux industrielles à la station de traitement intercommunale (cf.point de contrôle n°8).

L'exploitant indique que d'ici juin 2026, il y aura la création du cahier des charges de consultation, puis fin 2026 à mi 2027 la réalisation des travaux de mise en conformité pour passer en circuit fermé l'atelier lié à la rubrique 2642. L'exploitant a également transmis à la suite de l'inspection un

document intitulé « Avant projet Sommaire. Refroidissement process extrusion par boucle fermée ». Celui-ci fait un état des lieux des installations et met en évidence les objectifs de modification.

L'arrêté préfectoral pris en 2008 autorisait le refroidissement des profilés en circuit ouvert dans l'attente des conclusions d'une étude technico-économique. Plusieurs échanges ont eu lieu depuis entre l'exploitant et la DREAL, puis le sujet a été ré ouvert en 2024. Au vu des délais écoulés depuis l'arrêté de 2008 et le fait que la situation n'ait pas évolué, l'Inspection propose au préfet d'encadrer cette modification par un arrêté préfectoral complémentaire qui reprendra les délais de réalisation proposés par l'exploitant, pour lesquels il aura fourni les justificatifs appropriés (plans d'action et budgétisation des travaux).

Non conformité n°5

L'exploitant n'a pas répondu à la demande de l'inspection des installations classées afin d'établir des valeurs de consommations d'eau permettant de limiter les flux d'eau de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre d'ici **1 mois** les données de consommation d'eau suivantes :

- eau de ville et eau de nappe : débit maximal instantané (m³/h)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17-I

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques datant du 17/04/25 et réalisé par la société APAVE. Celui-ci conclut à plusieurs observations nouvelles, mais aussi à des observations récurrentes.

Le rapport Q18 accompagnant le rapport de contrôle des installations électriques ne mentionne pas d'observation.

Le rapport Q19 datant du 15/05/25 réalisé par la société APAVE mentionne 12 anomalies, dont 3 en priorité 1 et 9 en priorité 2

(Le degré de priorité correspond au niveau suivant : 1 - Action immédiate ; 2 - Action sous 2 mois à compter de la réception du rapport)

L'exploitant n'a pas présenté de rapport de levée des remarques.

Non conformité n°6

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la levée des observations et anomalies des

rapports susmentionnées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser d'ici 1 mois les travaux nécessaires afin de lever les anomalies du rapport Q19. Les travaux pour lever les observations du rapport de contrôles des installations électriques sont à réaliser sous 6 mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois et 6 mois

N° 8 : Dilution des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 4.4.3 et 4.6.1 des prescriptions annexées
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée : Point 4.4.3 des prescriptions annexées : Eaux industrielles résiduelles Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Point 4.6.1 des prescriptions annexées : Conditions de rejet À l'exception des cas accidentels ou la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Constats : Pour rappel, lors de la régularisation administrative de l'établissement Hutchinson, réalisé en 2006 à la demande de l'inspection, il a été identifié que l'exutoire des rejets aqueux était le marais voisin, que certains réseaux de collecte étaient unitaires et que le refroidissement des profilés était réalisé en circuit ouvert. L'arrêté préfectoral pris le 15 décembre 2008 a donc acté la situation administrative de l'établissement. Plusieurs échanges ont eu lieu entre les services d'inspection et l'exploitant sur ces sujets. Le courrier du 18 décembre 2014 transmis par la DREAL à l'exploitant et clôturant la démarche RSDE indique : <i>"Vous étudierez sous trois mois le raccordement des effluents au réseau d'assainissement communal ou la suppression totale des rejets d'eaux industrielles comme l'envisageait l'étude technico-économique que vous avez réalisée"</i>. L'exploitant y répond par le courrier du 10 février 2015 : <i>"le dossier du raccordement des effluents au réseau d'assainissement communal reste une préoccupation pour notre établissement : à cet effet nous sollicitons le support technique de notre maison mère pour étudier les possibilités."</i></p> <p>L'inspection de 2024 a permis de constater une non-conformité sur ce point. À l'issue de cette inspection, l'exploitant a justifié dans le dossier de réponse du 14/03/2024 des scénarios envisagés pour répondre à la non-conformité identifiée avec un échéancier provisoire des travaux jusqu'au quatrième trimestre 2027. Les scénarios prévoient également la mise en circuit fermé de l'atelier</p>

2642 permettant ainsi l'arrêt des prélèvements d'eau dans la nappe.

Lors de la visite d'inspection de 2025, L'exploitant a présenté l'avancement du projet de séparation des réseaux. La première phase consiste en la séparation des réseaux d'eaux : en premier pour les eaux sanitaires, puis les eaux industrielles. L'exploitant indique que le cahier des charges (CCTP et DPGF) est en cours de consultation. La deuxième phase est la mise en circuit fermé de l'atelier 2642. L'exploitant indique avoir lancé l'étude et que celle-ci est en cours.

Lors de la visite d'inspection du 3/02/2026, l'exploitant a présenté l'état d'avancement des travaux pour séparer les réseaux d'eaux sanitaires et industriels et les envoyer à une station d'épuration. Pour rappel, jusqu'à présent, l'établissement envoyait l'intégralité des effluents dans un marais à proximité du site.

L'exploitant indique avoir raccordé les eaux sanitaires à la station de traitement des eaux intercommunal depuis fin décembre 2025. Concernant les eaux industrielles, l'exploitant indique avoir besoin de passer leur procédé en circuit fermé avant de raccorder les eaux industrielles à la station de traitement intercommunale. L'exploitant indique que d'ici juin 2026, il y aura la création du cahier des charges de consultation, puis fin 2026, mi 2027 la réalisation des travaux de mise en conformité.

Non conformité n°7

La collecte des eaux n'est pas correctement conçue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer d'ici **12 mois** de réseaux de collecte des eaux conforme. Un arrêté préfectoral complémentaire encadrant les attendus dans les délais proposés par l'exploitant sera proposé à madame la préfète.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois